



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 15 JAN. 2018

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

ARRÊTÉ

**imposant des prescriptions complémentaires
à la société NEXANS
suite à la cessation de son activité sur la parcelle N° BN 151
29, rue Pré Gaudry à LYON 7ème**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26 février 2014 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;

VU le plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Rhône et de la Métropole de Lyon approuvé le 11 avril 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société NEXANS dans son établissement situé 29, rue Pré Gaudry à LYON 7ème ;

VU la déclaration du 29 mai 2015 de la société NEXANS relative à la cessation de ses activités de production sur la parcelle N° BN 151 ;

VU le dossier de cessation partielle d'activité (rapport ARTELIA référencé 8 51 0680-4) du mois de septembre 2015 présenté par la société NEXANS ;

VU le dossier de récolement (rapport ARTELIA référencé 8 51 0680-6) du mois de juillet 2016 transmis par l'exploitant ;

VU le diagnostic de la qualité des sols (rapport ARTELIA référencé 8 51 0680-7) de juillet 2016 complété en février 2017 (rapport ARTELIA référencé 8 51 0680-8) par la société NEXANS ;

VU les rapports de récolement des travaux de dépollution des sols et d'Analyse des risques Résiduels (ARR) relatif à une ancienne fosse à Benzine (dossiers SERPOL n° 8423 et ARTELIA 8 51 0680-9 R1V1) d'avril 2017 ;

VU le rapport du 4 décembre 2017 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que, dans son rapport du 4 décembre 2017 susnommé, l'inspection des installations classées a constaté que les mesures de sécurité ont été prises par la société NEXANS sur le site ;

CONSIDERANT qu'au vu des zones de pollution identifiées, l'exploitant propose :

- d'excaver la zone 18,
- de recouvrir le site afin de parer aux envols de poussières et au contact direct avec les sols,
- de réaliser un recouvrement imperméable (enrobés, dallage béton) au droit des zones du site ponctuellement impactées par des polluants organiques (HCT, HAP, COHV) ;

CONSIDERANT que les conclusions du rapport de récolement d'avril 2017 susvisé concernant l'ancienne fosse à benzine permettent l'usage futur du site ;

CONSIDERANT enfin que la société NEXANS doit mettre en place des restrictions d'usage sur le site en déposant un dossier de servitudes d'utilité publique ;

CONSIDERANT donc, au vu de ce qui précède, qu'il y a lieu :

- de prendre acte de la déclaration de cessation d'activité de la société NEXANS sur la parcelle N° BN 151 située 29 rue du Pré Gaudry à LYON 7ème,
- de mettre en œuvre des travaux de réhabilitation,
- d'imposer la remise d'un dossier de servitudes ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 - OBJET

La société NEXANS dont le siège social se trouve 4/10 rue Mozart, 92587 CLICHY Cedex, est tenue de se conformer au présent arrêté pour la cessation définitive des activités de production qu'elle exerçait sur la parcelle n° BN 151 située 29 rue du Pré Gaudry, 69353 LYON Cedex 07.

L'emprise concernée par les activités de recherche exercées par la société NEXANS dans le bâtiment « NRC nord », dans le cadre de l'arrêté du 28 juin 2016 imposant prescriptions spéciales, représentée en rouge sur le plan joint en annexe 1, n'est pas concernée par le présent arrêté et devra faire l'objet d'une déclaration de cessation d'activité en application des articles R 512-66-1 et suivants du code de l'environnement.

Il est accusé réception :

- du dossier de notification de cessation partielle (Rapport ARTELIA de septembre 2015 référencé 8 51 0680-4),
- du dossier de récolement comprenant les éléments justifiant de la gestion des produits et déchets, de la mise en sécurité du site et du comblement des puits de captage non réutilisés sur le site (Rapport ARTELIA de juillet 2016 référencé 8 51 0680-6),
- du rapport de diagnostic de la qualité des sols (Rapport ARTELIA de juillet 2016 référencé 8 51 0680-7),
- du diagnostic complémentaire de la qualité des sols du plan de gestion (Rapport ARTELIA de février 2017 référencé 8 51 0680-8),
- du rapport de récolement des travaux de dépollution des sols et d'ARR relatif à une ancienne fosse à Benzine (Dossier des Ouvrages Exécutés SERPOL n° 8423 – Rapport de récolement et d'Analyse des risques Résiduels (ARR) ARTELIA 8 51 0680-9 R1V1) d'avril 2017.

Le plan de synthèse des mesures de gestion prévues est joint en annexe 3.

Les opérations et travaux de réhabilitation du site seront poursuivies conformément aux dispositions décrites dans les dossiers précités, sous réserve du respect des prescriptions ci-après.

ARTICLE 2 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

2.1 Réseau de forages

2.1.1 La surveillance de la qualité des eaux souterraines est assurée par un réseau de piézomètres constitué de 7 piézomètres PzAmont 2, Pz10, Mw6, Mw2, Pz11, Pz1 bis et Pz8 bis implantés comme indiqué sur le plan joint en annexe 2.

2.1.2 La localisation des piézomètres peut évoluer notamment si l'évolution de la pollution le justifie. En particulier, si un impact significatif est constaté en aval hydraulique, des piézomètres supplémentaires sont réalisés afin de déterminer l'extension de la pollution.

2.1.3 La modification de ce réseau (nombre, lieu d'implantation et profondeur) est soumise pour validation à l'inspection.

2.1.4 Tout nouveau forage est réalisé dans les règles de l'art, conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

2.2 Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

2.3 Nature et fréquence d'analyse

2.3.1 Les eaux souterraines font l'objet d'un suivi piézométrique (en cote NGF) et qualitatif à fréquence trimestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux.

2.3.2 Les paramètres suivis sont à minima :

- Température
- Hydrocarbures totaux
- COHV (TCE et PCE, trichloroéthane).

2.3.3 Les analyses sont effectuées selon les normes en vigueur.

2.3.4 Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées avec tous commentaires relatifs aux évolutions observées (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sous un mois après les prélèvements. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec le résultat des mesures. Les résultats sont comparés aux limites et références définies en annexe I de l'arrêté du 11 janvier 2007 en référence, ou à défaut au fond géochimique local.

2.3.5 En cas de constat, contrôle ou résultat d'analyse révélant une dégradation ou un impact négatif sur la qualité des eaux souterraines, l'exploitant expose les mesures retenues et engagées pour rétablir la qualité des eaux souterraines et pour renforcer la surveillance.

2.3.6 Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines est accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté et est soumis à accord de l'inspection.

2.4 Durée de la surveillance

2.4.1 La surveillance est assurée sur une période de 4 ans au moins, à compter de la date de finalisation des travaux de réhabilitation (recouvrement compris).

2.4.2 A l'issue de ces 4 années, un bilan quadriennal de la surveillance des milieux est transmis à l'inspection des installations classées.

2.4.3 La surveillance est poursuivie tant que la qualité des eaux n'a pas rejoint l'objectif défini en accord avec l'inspection des installations classées.

2.5 Comblement

En cas de destruction d'un piézomètre et/ou en cas de piézomètre inutilisé, et au terme de la surveillance, les piézomètres seront comblés dans les règles de l'art afin d'empêcher tout écoulement direct dans les eaux souterraines.

ARTICLE 3 - INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES

3.1 Les investigations de sols déjà menées seront complétées par les diagnostics et les analyses complémentaires ci-dessous dans un délai de quatre mois.

3.2 Les analyses complémentaires comprennent à minima :

- plusieurs sondages des zones n° 21 et 24 réalisés dans les mêmes conditions et analysés sur les mêmes paramètres que ceux réalisés pour établir les diagnostics visés à l'article 1, comprenant a minima les paramètres « pack inerte » + COHV + HCT C5-C10 et métaux. Ils seront complétés par des analyses de gaz de sol en cas de présence de substances volatils (dont les COHV, BTEX...)
- des analyses de la qualité de l'air ambiant sur la zone n° 23 dans les sous-sols du bâtiment Syril à minima sur les paramètres COHV, BTEX et naphthalène.

ARTICLE 4 - TRAVAUX DE DÉPOLLUTION

4.1 Conduite et réalisation des travaux

Les dispositions nécessaires sont prises pour la conduite et la réalisation des travaux de façon à prévenir sinon limiter les risques de pollution de l'air, des eaux ou des sols, et les nuisances par le bruit et les vibrations.

4.2 Accident ou incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement est signalé dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

4.3 Zones à dépolluer

4.3.1 Dépollution

4.3.1.1 L'exploitant réalise au minimum les travaux de dépollution de la zone n° 6 polluée au plomb en excavant les terres contenues dans l'ancienne rétention bétonnée identifiée sur les plans.

Après excavation, des échantillons de sols seront prélevés sur les parois et les fonds de fouille, analysés et conservés.

Le contrôle du niveau atteint de dépollution des excavations sera réalisé avec la plus grande rigueur, afin de confronter les résultats d'analyse du milieu dépollué aux objectifs de dépollution ayant permis la validation du plan de gestion.

4.3.1.2 Une fois ces travaux réalisés, l'exploitant remblaie la zone avec des terres/matériaux propres.

4.3.1.3 Les matériaux excavés seront éliminés dans une installation autorisée et les justificatifs sont transmis à l'inspection.

4.3.1.4 Si, au cours de ces travaux, d'autres pollutions sont identifiées, l'exploitant en informe l'inspection et propose des solutions de dépollution qui permettent de confronter les résultats d'analyse du milieu dépollué aux objectifs de dépollution ayant permis la validation du plan de gestion. Ces solutions sont validées par l'inspection.

4.3.1.5 Les dispositions fixées au présent article sont mises en œuvre dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

4.3.2 - Gestion des matériaux sur site pendant les travaux cités au point 4.3.1.

4.3.2.1 Les matériaux excavés et entreposés sur le site seront répartis, au vu des résultats d'analyse, en tas sensiblement homogènes quant à leur origine, ou leur traitement éventuel futur, ou leur destination finale (évacuation en centre de stockage externe, réutilisation en remblais sur site, ...). L'exploitant définit des critères de répartition et les propose à l'inspection.

4.3.2.2 Chaque tas sera clairement identifié de façon à prévenir toute erreur dans le devenir des matériaux qui le constituent : traitement, évacuation en centre de stockage extérieur, valorisation sur site notamment.

4.3.2.3 Le stockage de matériaux sera réalisé de manière à supprimer tout nouvel apport de pollution aux sols et à la nappe sous-jacente.

4.3.2.4 Les matériaux les plus pollués et notamment ceux devant être évacués vers un centre de stockage extérieur seront stockés sur une aire étanche ou étanchée pour la durée du stockage qui ne devra pas excéder une année ; une protection du lessivage par les eaux pluviales est mise en place si nécessaire.

4.3.2.5 Les matériaux pollués réutilisés à des fins d'aménagement sur site sont repérés sur un plan et leurs caractéristiques sont identifiées. Ils sont recouverts comme prévu au point 3.2.4.1. Cet aménagement devra respecter les dispositions de l'article L541-32 du code de l'environnement.

4.3.2.6 L'exploitant procède à l'enregistrement de toutes les évacuations de matériaux réalisées, avec pour chacune leur origine sur le site (localisation précise selon un maillage ou dénomination de bâtiment), leurs bons de transport (ou BSD pour les déchets), et leur destination finale.

4.3.2.7 L'exploitant justifie de la destination conforme à la réglementation de la destination finale des déchets et matériaux évacués hors site.

4.3.3 - Contrôle du niveau résiduel de pollution des sols après dépollution ou excavation.

4.3.3.1 Le contrôle du niveau atteint de dépollution des excavations sera réalisé afin de confronter les résultats d'analyse du milieu dépollué aux objectifs de dépollution définis au point 4.3.1.1.

4.3.3.2 Si les contrôles effectués montrent la non atteinte des objectifs, l'exploitant en informe l'inspection et lui propose éventuellement des actions correctives/compensatoires ou justifie l'arrêt des travaux de dépollution. Ces propositions et/ou justifications doivent être validées par l'inspection.

4.3.4 Analyse des Risques Résiduels (ARR)

Une analyse des risques résiduels finale sera transmise après travaux de dépollution pour toutes les zones où les concentrations résiduelles ne respectent pas les objectifs de dépollution fixés dans le plan de gestion.

4.3.5 Contrôles et analyses par l'inspection des installations classées

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant des prestataires en charge des opérations de dépollution, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect de dispositions du présent arrêté, et notamment les niveaux de pollution résiduelle ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

4.4 - Maîtrise des pollutions résiduelles

4.4.1 Toutes les zones polluées identifiées dans le plan de gestion joint en annexe 1 (et notamment des zones 19 et 20) ainsi que celles éventuellement créées suite à des mouvements de terrain, sont recouvertes au choix par :

- une dalle béton,
- de l'enrobé,
- de la terre végétale d'une hauteur de 30 cm minimum.

4.4.2 Tous les recouvrements nécessaires identifiés au point 4.4.1 sont maintenus en place et remis en état en cas de dégradation afin de couper l'accès à la pollution résiduelle.

4.4.3 Ces dispositions sont mises en œuvre dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

4.5 Récolement du niveau de pollution résiduel

4.5.1 L'exploitant procédera au repérage et à l'enregistrement de toutes les investigations réalisées de reconnaissance de pollutions des sols et des eaux souterraines et de tous travaux de réhabilitation par excavation et remblaiement.

4.5.2 Ces repérages et enregistrements devront permettre, à la fin des opérations de réhabilitation et pour toute zone de l'ensemble du site, d'avoir une connaissance précise du niveau de pollution des sols (terrains en place ou remblais), et notamment de l'ensemble des polluants mesurés et de leurs concentrations, éventuellement après excavation, contrôles des parois et fond de fouille, et analyses des matériaux utilisés en remblais.

ARTICLE 5 - DOSSIER DE SERVITUDES

5.1 En application de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, la société Nexans réalise un dossier en vue de l'établissement de servitudes d'utilité publique, telles que prévues aux articles L.515-8 à L.515-12 du Code de l'Environnement, et le transmet à la direction départementale de la protection des populations du Rhône - service protection de l'environnement – pôle installations classées et environnement, dans un délai de neuf mois.

5.2 Ce dossier précisera les limitations ou interdictions nécessaires relatives à l'utilisation, l'aménagement ou la modification du sol et du sous-sol, afin de maintenir sur le site un usage ultérieur compatible avec l'usage futur proposé sur la base du niveau de réhabilitation réalisé et mesuré notamment au travers d'une analyse des risques résiduels pour la santé.

ARTICLE 6

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de LYON 7ème pendant une durée minimale d'un mois.

Le maire de LYON 7ème fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 7

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° du présent arrêté.

ARTICLE 8

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de LYON 7ème, chargé de l'affichage prescrit à l'article 6 précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le 15 JAN. 2018

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, chargée de mission
Secrétaire Générale Adjointe

AmeLIAFID